

"Pologne : l'inquiétant casse-tête de l'intégration agricole" dans Le Figaro (11 février 2000)

Légende: Le 11 février 2000, le quotidien français Le Figaro expose les enjeux des négociations d'adhésion de la Pologne à l'Union européenne, notamment en ce qui concerne le volet agricole.

Source: Le Figaro. 11.02.2000. Paris: Le Figaro.

Copyright: (c) Le Figaro

URL:

[http://www.cvce.eu/obj/"pologne_l_inquietant_casse_tete_de_l_integracion_agricole"_dans_le_figaro_11_fevrier_2000-fr-36647aab-85bd-4f18-8dc8-77976114cc29.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 18/09/2012

Pologne : l'inquiétant casse-tête de l'intégration agricole

Varsovie :
Bernard Osser

Il y a quinze ans, sous le régime communiste, Stanislaw Lyzwinski avait pu financer la construction de sa ferme de deux étages située à une centaine de kilomètres à l'est de Varsovie, avec un cheptel de « *juste soixante truies* ». Aujourd'hui, âgé d'une quarantaine d'années, ce responsable du syndicat agricole Samoobrona en élève deux cents, mais il se plaint de « *ne pas pouvoir en vivre* ». Le coupable est tout trouvé : « *L'Etat polonais ne fait rien contre la concurrence européenne.* » Avec une nostalgie mal dissimulée, Stanislaw Lyzwinski évoque le temps où l'office central du plan décidait des cours et des rendements, et « *où les agriculteurs vivaient mieux* ». Une époque bien révolue à l'heure de l'intégration européenne.

L'agriculture est l'un des enjeux les plus sensibles de l'adhésion des pays dits « du premier groupe », ceux qui devraient adhérer les premiers. Aujourd'hui, près de 40 % de l'ensemble des directives produites par Bruxelles concernent en effet le domaine agricole. Or, dans son état actuel, avec 45 milliards d'euros, la Politique agricole commune (PAC) engloutit déjà la moitié du budget annuel des Quinze : subventions, aides à l'exportation, soutien des cours, primes aux éleveurs... Appliquée en l'état aux nouveaux arrivants, elle ruinerait tout simplement l'Europe.

Il faut dire que Bruxelles dépense tellement d'argent pour son agriculture que, sans modification des règles, elle sera incapable de digérer les 10 millions d'agriculteurs induits par l'élargissement. Or la réforme de la PAC adoptée au début de l'année dernière dans le cadre de l'Agenda 2000 n'a rien réglé. Il faut donc revoir au plus vite le système.

En Pologne, où résident 80 % de toute la main-d'œuvre agricole des pays candidats, si les villes se sont occidentalisées à toute vitesse, les campagnes, avec leurs chevaux et leurs carrioles en bois, rappellent le XIX^e siècle. Le fossé est désormais profond avec les autres candidats, comme la République tchèque ou la Hongrie, dont la plupart ont mis à profit la période de transition pour se moderniser.

« *Les problèmes de l'agriculture polonaise se résument en une seule phrase, remarque Bruno Dethomas, ambassadeur de la représentation de l'Union européenne à Varsovie. Un quart de la population active du pays vit aujourd'hui dans les campagnes tout en produisant 7 % de la richesse nationale.* » Une situation qui rappelle la France ou l'Espagne du début des années 50.

La patrie de Lech Walesa compte donc aujourd'hui plus de 8 millions d'agriculteurs, contre 2 millions dans les autres pays candidats, et 7,5 millions pour l'ensemble des pays membres de l'Union européenne. En Hongrie, environ 8 % de la population active travaillent à la campagne et produisent 7,3 % du PIB, contre respectivement 9,2 % et 5,6 % en Estonie, 5 % et 1,6 % dans les pays de l'Union européenne.

Paradoxalement, dix ans après la chute du mur de Berlin, les fermiers polonais paient le prix de leur indépendance vis-à-vis du régime. Tandis qu'en Tchécoslovaquie ou en Hongrie toutes les terres avaient été collectivisées, en Pologne les agriculteurs avaient résisté à la création de fermes d'Etat. Mais alors que les deux autres pays ont réussi à privatiser rapidement, puis à hisser leurs fermes au niveau occidental, la Pologne compte aujourd'hui toujours plus de 2 millions d'exploitations, dont plus de la moitié ne dépassent pas 20 hectares.

Malgré tout, les agriculteurs rechignent à s'engager sur le terrain d'une plus grande spécialisation de la production. Une stratégie pourtant indispensable pour espérer être, à terme, compétitifs. La grande majorité des exploitants tient en effet farouchement à son indépendance. Résultat : seul un tiers des exploitations polonaises sont rentables et tandis qu'un million d'entre elles produisent pour le marché, l'autre moitié vit en autosuffisance.

Sans parler des problèmes financiers. Selon Stanislaw Lyzwinski, si le gouvernement n'agit pas rapidement

la situation ne peut qu'empirer dans les années à venir : « *Il est impossible de se moderniser ou de se mécaniser aujourd'hui. La plupart des machines agricoles datent des années 80, souligne le fermier. Nous n'avons accès ni au crédit bon marché ni à la formation.* »

La situation de l'agriculture polonaise est d'autant plus difficile que, depuis dix ans, aucune politique cohérente de développement n'a été élaborée, alors que les autres candidats, à l'exception de l'Estonie, ont su restructurer leurs campagnes à l'abri de barrières douanières élevées. Sous la pression de ses agriculteurs, durement frappés par d'importantes baisses de prix ainsi que par les conséquences de la crise russe, Varsovie s'est contentée de mettre en place une série de mesures à court terme. Elle a notamment étendu son régime de soutien des prix, tout en relevant les droits de douanes sur les importations en provenance de l'UE. Autant de décisions qui ont contribué à retarder la mise en place de solutions à long terme.

A la fin de l'année dernière, la Pologne a en tout cas présenté sa position de négociations avec l'UE dans le domaine agricole. Varsovie ne demande pas de période de transition mais envisage des mesures ponctuelles pour soutenir ses producteurs de viande et de lait. Les autorités polonaises souhaitent également qu'une partie de la production nationale soit vendue en priorité sur le marché local. Une façon d'assurer aux agriculteurs un minimum de débouchés. De plus, la Pologne pourrait instaurer une politique de quotas et relever certains droits de douanes. Enfin, Varsovie souhaite aussi que ses agriculteurs profitent entièrement des mesures d'aide et de financement de l'UE, au même titre que les fermiers occidentaux et ce, dès son adhésion.

Le dossier est donc loin d'être clos, car l'agriculture ne saurait être réduite à des critères purement économiques. Choix de société, d'un mode de développement, d'une culture... il est à craindre que sa réforme ne prenne encore des années. Dans ces conditions, la monnaie unique européenne pourrait bien arriver dans les campagnes des pays candidats avant d'hypothétiques subventions agricoles.

Le risque d'explosion budgétaire

Les conséquences budgétaires de l'élargissement, notamment en matière agricole, ont été analysées dans l'Agenda 2000, signé au début de l'année dernière par les Quinze. L'extension en l'état de la politique agricole commune aux candidats du premier groupe coûterait à l'Union 11 milliards d'euros par an, dont les deux tiers au titre des « paiements directs aux producteurs ».

Les prix agricoles étant, à l'Est, de 10 à 45 % inférieurs à ceux de l'UE, Bruxelles est confrontée à un redoutable dilemme : si elle étend telle quelle sa politique, et notamment son système de soutien des prix, aux pays de l'Est, elle risque de provoquer une hausse importante de la production, alors que l'Europe est déjà lourdement excédentaire. Le risque : crouler sous les surplus agricoles.

Les pays candidats devront donc faire le premier pas vers une agriculture compétitive. En Pologne plus qu'ailleurs, le prix de l'adaptation du secteur aux normes communautaires sera élevé. Selon les premières estimations de Varsovie, rendues publiques début novembre 1999, il pourrait avoisiner 26 milliards de zlotys, soit près de 6 milliards d'euros d'ici 2003, date à laquelle le pays se déclare prêt à rejoindre l'UE.

La moitié de cette somme devra être déboursée par les exploitations et l'industrie agroalimentaire elles-mêmes. L'argent sera investi notamment dans l'amélioration du niveau phytosanitaire et vétérinaire des fermes, ainsi que dans les filières de transformation.

Les trois milliards restant seront à la charge de l'Etat et des administrations locales. Cependant, Varsovie espère recevoir, dès le printemps prochain, quelque 168 millions d'euros de la part de Bruxelles au titre du programme d'aide au développement de l'agriculture, SAPARD.

Reste que la production des fermiers polonais est loin de répondre aux critères européens. Actuellement, seul un litre de lait sur six est conforme aux exigences sanitaires communautaires. La situation est encore plus difficile dans les filières de transformation des produits agroalimentaires. Cinq laiteries sur 524 ont aujourd'hui le droit d'exporter leurs produits vers l'Union européenne. De même, seules 15 usines de

transformation de volaille sur 150 et 70 boucheries sur plusieurs centaines sont aux normes.

B. O.